

Quelques grandes réussites des services français

En France, les services de renseignement – souvent qualifiés de services secrets – n'ont pas bonne réputation. Ces services sont pourtant tout à fait officiels. Ils ont pignon sur rue et leurs missions sont clairement définies par des textes réglementaires. Participant activement à la sécurité de la nation, leurs actions sont pourtant largement méconnues. Celles qui arrivent à la connaissance du public *via* les médias ne sont généralement que les échecs cuisants ou des faits négatifs discutables – l'affaire des micros du *Canard enchaîné* et celle du *Rainbow Warrior* ou encore celle des Irlandais de Vincennes.

Au moment où la Direction de la surveillance du territoire (DST) disparaît sous sa forme connue depuis 1944 en se fondant à l'intérieur d'une nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), certains des succès remportés par ce service dans l'exercice de ses missions traditionnelles – contre-espionnage, protection du patrimoine économique et scientifique, contre-terrorisme – peuvent être rappelés.

Les succès en matière de contre-espionnage

L'affaire Farewell : une taupe de la DST au cœur du KGB

Un brillant officier soviétique, mécontent d'avoir été ramené à Moscou sur un poste d'analyste au siège du KGB après avoir séjourné comme diplomate en France et au Canada, décide de contacter la DST pour lui fournir des informations. Pourquoi choisit-il la DST ? Parce que la DST est, selon lui, le seul service occidental à ne pas être pénétré par les agents du KGB et qu'il veut ainsi garantir sa propre sécurité. Un cadre commercial d'une entreprise française, un non-spécialiste, jouera les intermédiaires sur place. La production de cet agent, le colonel Vladimir Ippolitovitch Vetrov dit Farewell, va se révéler extraordinaire. Entre 1980 et 1982, il a remis au total près de 3 000 documents, pour la plupart d'un niveau de classification maximal, ayant permis à la France de connaître les méthodes et structures du KGB ainsi que le niveau de connaissance du monde occidental par les Soviétiques. Il a également fourni des listes de noms : ceux de 250 officiers de la ligne X du KGB, spécialement chargés de récupérer des renseignements techniques et scientifiques dans le monde ainsi que 170 noms d'agents du GRU¹ et d'autres directions du KGB. Ces informations furent à l'origine, en avril 1983, de l'expulsion de France de 47 Soviétiques dont 40 diplomates. Arrêté pour l'assassinat de sa maîtresse, Vladimir Vetrov est identifié comme la source qui a fourni aux Français la liste de noms des espions soviétiques. Il est condamné à mort et fusillé en 1985.

Selon le président américain de l'époque, Ronald Reagan, Farewell est l'une des plus grandes affaires d'espionnage du XX^e siècle.

Le Chaos Computer Club (CCC) de Hambourg : la première affaire d'espionnage par informatique

Au milieu des années 1980, à Hambourg, le CCC est constitué d'adolescents et de brillants jeunes ingénieurs en informatique capables de pénétrer des systèmes informatiques réputés pourtant inviolables. Ils proposent à un diplomate soviétique un premier listing de leurs piratages. Le diplomate, qui n'est pas un expert, envoie le tout à sa centrale place Loubianka à Moscou. Le KGB n'en attendait pas tant et va profiter de l'aubaine en passant des commandes précises au CCC. Les systèmes informatiques de Thomson, du CERN (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire) ou encore de Philips France sont alors tour à tour piratés. Des données concernant le domaine militaire, dont des informations sur le projet de missile Exocet, sont vendues aux Soviétiques. Le KGB ouvre la ligne budgétaire la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale pour rémunérer le CCC.

La DST, informée des intrusions dans les systèmes informatiques, enquête et identifie les auteurs en Allemagne. Dans le même temps, trop sollicités, les membres du CCC sous-traitent une partie de leurs activités et tombent dans les mailles du filet des services ouest-allemands. La DST collabore activement à l'enquête et à l'instruction judiciaire qui s'ensuit. Le procès des membres du CCC se déroule en pleine chute du mur de Berlin et passe pratiquement inaperçu. Les condamnations sont minimes. L'affaire n'en est pas finie pour autant. Un membre important du CCC disparaîtra dans un mystérieux incendie à Hanovre et, un peu plus tard, un autre membre du CCC, le spécialiste en cryptographie, sera retrouvé pendu par sa ceinture dans un parc à Berlin. Or, il ne peut s'agir d'un suicide, car ses pieds touchaient le sol. Cette affaire a démontré très tôt les possibilités d'espionnage ouvertes par l'utilisation des nouvelles technologies.

L'affaire Pâques : l'OTAN infiltrée

En 1960, le responsable du KGB en Finlande, Anatoli Golitsyne, passe à l'Ouest et fournit à la CIA des précisions sur la manipulation, par le KGB, de taupes au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des services spéciaux occidentaux. Certains documents proviennent d'une fuite localisée à Paris. L'enquête de la

¹ *Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie* (GRU) est le nom du service de renseignement militaire de la Fédération de Russie et de l'ancienne l'Union soviétique.

DST permet l'arrestation en 1963 de Georges Pâques, officier de presse à l'OTAN, qui admet avoir été recruté par les Soviétiques et leur avoir fourni des informations sensibles. Il déclare avoir agi pour éviter une guerre nucléaire entre les deux blocs. Son action a permis à Moscou de connaître avec précision les forces et les intentions de l'Ouest. La peine de Georges Pâques – la prison à perpétuité – fut commuée en vingt ans d'emprisonnement. Après six années passées en prison, le président de la République le gracia. On considère que Georges Pâques fut la source la plus importante des Soviétiques au sein de l'OTAN et de la défense française pendant la guerre froide.

Les succès dans la protection du patrimoine économique et scientifique

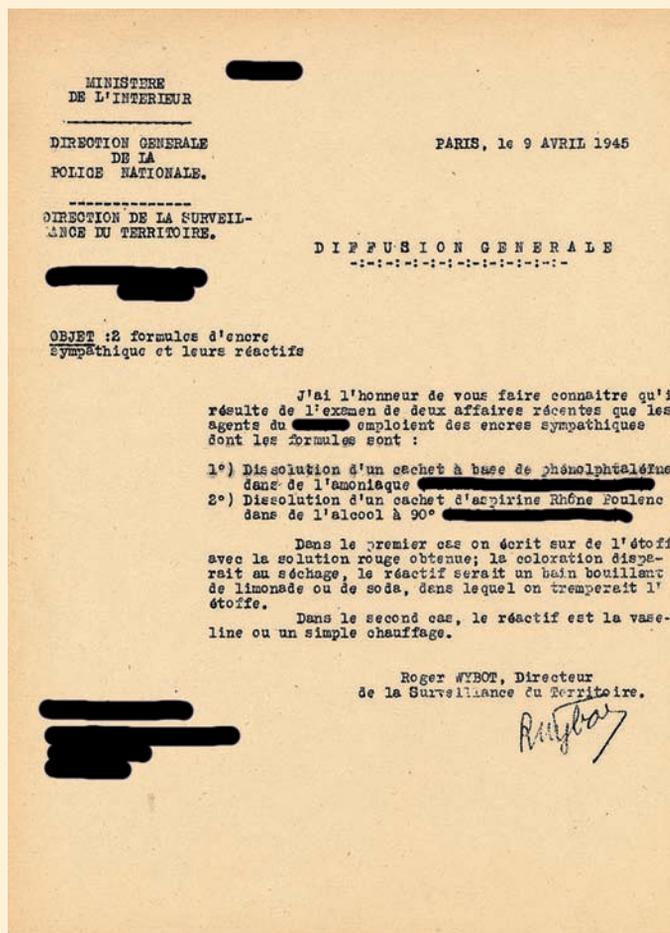
Les Russes s'intéressent au nucléaire français

En 1992, l'attaché scientifique de l'ambassade de Russie à Paris, Victor Otchenko, décide de passer à l'Ouest. Son débriefing permet l'arrestation d'un docteur en physique nucléaire qui travaillait pour le Commissariat à l'énergie atomique, au Centre d'études militaires de Limeil-Brévannes. En deux ans, l'intéressé, Francis Temperville, a vendu aux Russes les résultats des tirs expérimentaux de Mururoa ainsi que les plans des armes nucléaires françaises contre au moins 400 000 dollars. Il a été condamné à neuf années de prison pour trahison.

La fusée Ariane

De notoriété publique, le GRU a bien aidé le programme spatial soviétique en lui fournissant des informations sensibles pillées à l'Ouest. En France, ce fut le moteur cryogénique HM7 de la fusée Ariane, mis au point par la Société européenne de propulsion (SEP), qui fit l'objet d'une campagne d'espionnage. Après le démantèlement du réseau, en 1987, l'attaché militaire adjoint Valery Konorev fut expulsé ainsi que deux autres diplomates soviétiques. D'autres affaires ont concerné Ariane : en 1975, Sergueï Agafonov, qui avait tenté de soustraire des informations sur les réservoirs de carburant pendant le salon du Bourget, avait lui aussi été expulsé.

© Ministère de l'intérieur



Note de la DST d'avril 1945 présentant deux « recettes » d'encre sympathique (encre invisible) et les méthodes pour les révéler.

L'affaire Baumgartner

Après la chute du mur de Berlin, les anciens ennemis sont devenus des partenaires et les alliés des concurrents féroces. Ainsi, dans les années 1990, les services américains s'intéressèrent à l'attitude de la France, notamment dans les discussions économiques. Connaître la position d'un concurrent avant les négociations constitue en effet un atout majeur. En 1993, la directrice d'une fondation américaine, la Dallas Market Center, en poste à Paris, invita à plusieurs reprises un haut fonctionnaire français à déjeuner dans le but inavoué de connaître la position française sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et la politique agricole. La DST suivait alors tout particulièrement cette femme, Mary-Ann Baumgartner, connue pour être un agent de la CIA. Le haut fonctionnaire fut sollicité par la DST pour agir comme

un agent double afin de faire passer des messages précis à son interlocutrice. C'est ainsi que « l'exception culturelle » aboutit, car la France fit passer le message qu'elle saurait se montrer intransigeante sur ce sujet. Si aucune poursuite judiciaire n'a été engagée dans ce dossier, cinq diplomates américains ont été expulsés en février 1995, dont le chef de poste de la CIA à Paris. Cette affaire aurait coûté son poste de directeur de la CIA à Robert James Woolsey.

Les succès en matière de contre-terrorisme

La traque de Carlos

Dès le début des années 1970, la DST s'intéresse aux opérations terroristes. En 1975, elle subit un profond revers et un choc avec l'assassinat par Carlos de deux de ses inspecteurs rue Toullier. Il faudra attendre près de vingt ans après sa condamnation par contumace à la détention à perpétuité pour que Carlos soit finalement neutralisé.

Membre du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) Carlos soutenu par les services spéciaux de certains pays arabes et de l'Est. Déjà connu pour l'attentat à la grenade du drugstore Publicis Saint-Germain à Paris en septembre 1974, il s'est illustré par toute une série d'actions terroristes comme la prise d'otages des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à Vienne en 1975 ou encore l'attentat du *Capitole*, le train Paris-Toulouse, qui fit 5 morts et 27 blessés en 1982. Localisé successivement à Berlin-Est, Bucarest et Budapest, il se fixe ensuite à Beyrouth, qu'il doit quitter après la défaite des Palestiniens contre les Israéliens en 1982. Puis, on le retrouve au Yémen du Sud, en Libye et, en 1985, il s'installe à Damas avec la bénédiction des Syriens. En 1991, il est lâché par ses protecteurs et se réfugie au Soudan. La DST n'a jamais abandonné la traque. Par l'entremise du général Philippe Rondot, elle négocie son arrestation. Le 14 août 1994, Carlos est enlevé sur ordre du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua au cours d'un épisode rocambolesque : Carlos qui doit subir une opération chirurgicale bénigne est anesthésié, les hommes de la DST le transportent dans un avion qui décolle pour Paris. Rien n'aurait été possible sans l'accord des autorités politiques soudanaises.

Les attentats manqués

Après que la France eut été confrontée à des vagues d'attentats terroristes en 1987 puis en 1995, la DST développe ses activités de renseignement en vue d'assurer un travail de prévention et neutraliser les terroristes avant qu'ils ne passent à l'acte.

Le « groupe de Francfort » est ainsi arrêté alors qu'il projetait un attentat en 2000 à Strasbourg sur le marché de Noël et dans la cathédrale. Les coups de filet se sont succédé depuis 2001 pour neutraliser les groupes djihadistes. La neutralisation de « la filière tchétchène » qui projetait en 2002 des attentats contre des cibles symboliques comme la tour Eiffel, le Forum des Halles, un commissariat de police ou encore les intérêts russes à Paris en est une autre illustration. Près de 200 individus ont été mis en examen et écroués depuis les attentats du 11 septembre 2001 à la suite d'opérations de ce type.

Toutes les affaires d'espionnage réussies sont le fruit de la défaillance ou de la trahison de membres des services spéciaux ennemis. Rien ne serait en outre possible sans la coopération internationale, le plus souvent bilatérale, clé d'échanges d'informations utiles. On peut raisonnablement penser que les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont de plus en plus utiles à la sécurité française et à la sécurité globale. Mais l'expérience prouve que le facteur humain reste l'élément le plus important dans toutes ces affaires.

Daniel Martin *

* Commissaire divisionnaire honoraire, créateur et ancien chef du Département des systèmes d'information de la DST, ancien chef du service de sécurité de l'OCDE, enseignant dans plusieurs facultés et grandes écoles (ENA, HEC, ESIEE...) et président du CyberCrimInstitut.

Pour en savoir plus

- Daniel Martin :
 - *La criminalité informatique*, coll. « Criminalité internationale », PUF, Paris, 1997 (prix Akropolis 1998) ;
 - « La réforme des services de renseignement civils français », *Sécurité globale*, n° 4, Choiseul Éditions, Paris, été 2008, pp. 63-73
- Daniel Martin et Frédéric-Paul Martin, *Cybercrime : menaces, vulnérabilités et ripostes*, coll. « Criminalité internationale », PUF, Paris, 2001